

Erdogan et Orban, une même recette liberticide

Rencontre Maria Udrescu

Mieux vaut allumer une bougie que maudire l'obscurité." Depuis quelques années, cette phrase, essence même d'Amnesty International, a pris tout son sens pour les défenseurs des droits de l'homme en Turquie et en Hongrie. Deux pays séparés par un bon millier de kilomètres, des histoires, des religions, des cultures différentes, mais qui connaissent des évolutions similaires, en ce sens que les sociétés civiles y sont de plus en plus restreintes. Lors de leur passage à Bruxelles, Idil Eser, directrice de la section turque d'Amnesty, et son homologue hongroise, Julia Ivan, ont évoqué leurs réalités, qui se croisent par-delà les frontières dans l'oppression des voix dissidentes.

Cette dérive à l'œuvre dans leurs pays s'est distillée, disent-elles, goutte à goutte, loi par loi, sous la férule des leaders politiques. Une dérive qui a pris deux visages – celui du président turc Recep Tayyip Erdogan et celui du Premier ministre hongrois Viktor Orban –, mais suit une même recette pour opérer le passage de la démocratie à un régime hybride, liberticide, à en croire l'analyse des directrices de l'ONG.

1 Un tournant autoritaire au début des années 2010

Emprisonnée de juillet à octobre 2017, Idil Eser attend aujourd'hui son procès, étant accusée d'appartenir à des organisations terroristes et d'avoir participé au coup d'Etat échoué de 2016. Des charges qu'elle dit créées de toutes pièces, puisque *"le journalisme et les droits de l'homme ne sont pas des crimes"*. Associée à la lutte antiterroriste, la répression de l'opposition

– politique ou civique – a servi à asseoir le pouvoir de M. Erdogan, qui dirige le pays d'une main de fer. Pour maintenir sa position de force et prendre de court une opposition qui commençait à s'organiser, le président a convoqué des élections anticipées le 24 juin. Ankara opérera alors son tournant "présidentiel", selon une réforme, approuvée lors du référendum d'avril 2017, qui étendra les pouvoirs du chef d'Etat.

Pourtant, il fut un temps, surtout de 2003 à 2007, où le même Erdogan, alors Premier ministre, était le démocrate musulman par excellence, auteur d'un miracle économique et de réformes pour libérer le pays de ses carcans conservateurs, de quoi toucher du bout des doigts une adhésion à l'Union euro-

Idil Eser, directrice d'Amnesty International en Turquie, et son homologue hongroise, Julia Ivan, analysent ensemble les dérives à l'œuvre dans leurs pays.

■ Il en ressort que la Turquie et la Hongrie connaissent une évolution similaire vers un régime hybride liberticide.

péenne. Mais, dès 2010, cette image s'effrite, notamment lors de la répression violente des manifestations de Gezi en 2013. Cette contestation massive du pouvoir *"a été un traumatisme pour le gouvernement"*, explique M^{me} Eser.

Le hasard – ou peut-être un contexte social et électoral similaire – a fait que c'est aussi en 2010 que Viktor Orban s'est installé au pouvoir en Hongrie pour ne plus le quitter. Avec un projet chaque jour plus clair: celui d'établir une "démocratie illibérale". *"En rejoignant l'UE en 2004, nous laissons notre passé communiste derrière nous pour rejoindre le club élitiste des pays où les libertés sont respectées. Mais tout a changé en 2010"*, déclare M^{me} Ivan, considérée comme une "ennemie" de l'Etat hongrois, cible de menaces de mort et de viol. La société civile évolue dans un contexte *"négatif"*, qui risque de se dégrader si le gouvernement fait adopter son projet de loi, présenté fin mai et intitulé "Stop Soros", du nom du philanthrope George Soros. Selon M^{me} Ivan,

cela durcirait la législation sur les ONG percevant des fonds étrangers au point d'en empêcher le fonctionnement.

2 Se faire porte-parole des oubliés

Face à ces abus, une question surgit: comment ces leaders alimentent-ils leur popularité? La réponse réside dans une politique tournée vers ceux qu'on aurait oubliés.

M. Erdogan s'est présenté en défenseur des "sans-voix", surfant sur l'exaspération des victimes d'un chômage endémique. M. Orban a parlé, lui, aux laissés pour compte de la transition du communisme vers l'économie de marché.

Ainsi, une fois au pouvoir, Recep Tayyip Erdogan et Viktor Orban ont-ils tous deux œuvré pour le développement de la classe moyenne. Le Hongrois *"a établi un nouveau pacte avec la société, une approche corporatiste qui visait à développer des liens privilégiés avec certains groupes de la société"*, se souvient M^{me} Ivan. Favorisé par une économie libérale en pleine croissance, le chef d'Etat turc n'a pas lésiné, lui non plus, sur les politiques sociales et les investissements publics.

S'établit alors un lien de dépendance avec l'Etat, qui ne fournit une protection et des services sociaux qu'à ceux qu'il estime dignes de son aide, analysent M^{me} Ivan et M^{me} Eser. En Hongrie, les allocations de chômage ont été limitées à trois mois, au-delà desquels le demandeur d'emploi doit effectuer

un travail d'intérêt général. *"Vous devez demander, mendier des faveurs à votre maire, votre politicien, votre gouvernement"*, note M^{me} Ivan, qui rappelle que *"la Constitution prévoit que seuls les membres utiles de la société reçoivent de l'argent"*.

Cet hyper-Etat ne va de pair qu'avec une tentation des citoyens à se reposer sur le pouvoir, considèrent les deux directrices d'Amnesty. *"Des qu'un problème surgit, on entend: 'Que fait l'Etat?' Quand la vie devient plus compliquée dans nos sociétés contemporaines, il est confortable de laisser la responsabilité des décisions à quelqu'un d'autre qui s'y connaît mieux"*, observe Idil Eser.

3 Se forger une image d'homme issu du peuple

Encore faut-il convaincre le peuple de déléguer son destin. Pour cela, les hommes forts de Budapest et d'Ankara possèdent un atout de taille: le peuple, ils en sont issus. *"Beaucoup disent que M. Orban est le politicien qui connaît le mieux les Hongrois. Il les comprend, surtout, il leur donne l'impression d'être compris. Orban joue la personne ordinaire, il dit 'je ne suis qu'un père de famille, je n'ai qu'une maison et une VW Polo', alors que toute sa famille s'est enrichie. Il se donne l'image d'un homme qui pourrait être votre ami, il va au marché, mange une saucisse, boit une palinka"*, observe M^{me} Ivan. Quant à M. Erdogan, né à Istanbul, dans une famille modeste, *"il symbolise ce que ses électeurs pourraient être. Ils le voient comme le fils qu'ils auraient pu avoir, l'homme qu'ils auraient pu épouser"*, note M^{me} Eser.

4 Créer un ennemi que personne d'autre ne peut affronter

Mais ce qui pousse surtout une société à s'en remettre à un pouvoir fort, c'est la peur d'un ennemi. *"Le traumatisme du changement de régime du communisme au capitalisme était celui de perdre son emploi, de ne pas être capable d'entretenir sa famille. Et M. Orban joue avec ça. Il promet notamment de protéger les emplois et la sécurité de son peuple face aux migrants"*, explique M^{me} Ivan. Tandis que M. Erdogan s'est présenté comme le protecteur des masses musulmanes pieuses face aux arrogantes élites dirigeantes kémalistes et laïques. Ainsi le Turc *"présente-t-il l'élitisme, l'éducation occidentale comme étant étrangers et aliénés aux valeurs naturelles"*.

Au fur et à mesure, chacun a déplacé sa cible, peaufiné son portrait de l'ennemi idéal, adapté sa

rhétorique et ses mesures aux événements. Viktor Orban mise désormais tout sur la diabolisation de George Soros, qui orchestrerait une invasion islamiste à travers ses ONG aidant les réfugiés. En Turquie, les partisans du prédicateur Fethullah Gülen étaient déjà dans le viseur du pouvoir, mais lui imputer le coup d'Etat a permis au maître d'Ankara d'étendre sa purge à ses opposants de tous les milieux. A tel point que le président lui-même a qualifié ce putsch raté de *"cadeau du ciel"*.

Paradoxalement, tout comme l'actuelle bête noire du président turc était jadis son un partenaire politique, le philanthrope américain est celui qui a permis,

à travers une bourse, à M. Orban de poursuivre ses études. Mais à ceux qui disent que Gülen est à Erdogan ce que Soros est à Orban, M^{me} Eser répond toutefois: *"Contrairement à la théorie de la conspiration entourant Soros, il y a une formation güleniste qui œuvre en Turquie et qui représente une menace. De là à évaluer*

son ampleur, savoir si les mesures prises sont proportionnelles à cette menace et si elles visent les bonnes personnes, c'est une autre affaire."

5 Nourrir la frustration à l'égard de l'UE

Les leaders turc et hongrois ont toutefois un souffre-douleur commun: l'Union européenne. Pour M^{me} Ivan, le discours eurosceptique séduit une partie de la population hongroise parce que *"l'intégration européenne a échoué, elle s'est concentrée sur les aspects économiques et légaux, mais pas les aspects culturels et politiques. Personne ne savait comment ces sociétés al-*

laient réagir après des décennies de communisme. Beaucoup de citoyens pensaient qu'aller au centre commercial proche de Vienne, c'était être Européen. On parle de l'intégration des immigrants, mais certains Hongrois n'ont aucune idée de ce que sont les valeurs européennes".

Du côté d'Ankara, le mirage d'une adhésion à l'UE a fini par tourner à la frustration. *"La Turquie fait semblant de vouloir intégrer l'UE, alors qu'elle n'a pas fait de réels efforts en ce sens. Et l'UE fait semblant de vouloir l'accueillir. Le fait de se sentir rejetée provoque de la rancœur. En Belgique, vous vous demandez pourquoi les immigrants turcs soutiennent Erdogan. C'est parce qu'il leur donne le sentiment d'être valorisés, de faire partie d'une nation héritière du grand Empire ottoman, qui fera trembler l'Europe. Le sentiment d'infériorité est main dans la main avec la mégalomanie."*